

Paris, le 19 novembre 2007

Reporters sans frontières
Contact : Jean-François Julliard
Tel : (33) 1 44 83 84 84
E-mail : julliard@rsf.org

Langage : **Français** et espagnol

**Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel
Première session – 7 au 18 avril 2008**

**Contribution de Reporters sans frontières, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif spécial, à propos de la situation de la liberté de la presse en
EQUATEUR**

Exposé de la situation de la liberté de la presse

Depuis le début de son mandat, le président Rafael Correa s'est emporté à plusieurs reprises contre les médias et les journalistes. En juillet 2007, il a annoncé qu'il ne donnerait plus de conférence de presse et qu'il répondrait aux médias "par écrit". Prônant des "lois fortes" en matière de communication, il a déclaré à l'antenne, le 25 juin 2007, que "dans l'histoire de l'Amérique latine, la presse a toujours été contre les gouvernements progressistes".

Le 10 mai 2007, Rafael Correa avait engagé une procédure en justice pour "outrage" contre le directeur du quotidien *La Hora*, Francisco Vivanco, après la publication d'un éditorial qui le mettait en cause.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette note ont été collectées et vérifiées par Reporters sans frontières. L'organisation dispose notamment d'un réseau de correspondants présents dans 130 pays dans le monde ainsi que d'un réseau d'organisations partenaires présents dans une vingtaine de pays.

Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce que emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse.